

AFRICA NEWS REPORT



AFRICA REGIONAL SERVICES - AMBASSADE DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE
58 BIS, RUE LA BOETIE, 75008 - PARIS - TEL: 01.43.12.48.61 - FAX: 01.43.12.46.57
(<http://usembassy.state.gov/paris-ars/wwwhpag2.html>)

VERSION FRANCAISE

NUMERO 827

23 février 2004

SOMMAIRE

Page

OMC: M. Zoellick estime que 2004 n'est pas forcément une année perdue (Les négociations doivent porter en toute première priorité sur l'agriculture.) (520)	1
En Afrique du Sud, M. Zoellick évoque la question des subventions agricoles. (Il souligne la fermeté de l'engagement des E.-U. envers l'économie de marché.) (840)	1
A l'ONU, les E.-U. veulent promouvoir les principes de la liberté économique (Résumé des propos d'une responsable du département d'Etat des Etats-Unis) (570)	2
Nouveau site web sur la réglementation en matière de biotechnologie (Il contient une banque de données sur les OGM.) (510)	2
La Fondation Gates appuie la recherche d'un vaccin contre la tuberculose (Elle donne 83 millions de dollars à la lutte contre cette maladie pulmonaire en recrudescence.) (270) ...	3
L'aide du ministère américain de la défense à la lutte contre le sida (Le Pentagone aide des armées africaines à concevoir des programmes de prévention) (650)	3
CAPPS II renforcera la sécurité aérienne grâce à un nouveau système de fichage (Texte du résumé analytique du ministère américain de la sécurité intérieure) (910)	4
Le nouveau programme d'admission temporaire des travailleurs étrangers (Document des Services fédéraux de l'immigration et de la naturalisation (USCIS) (680)	5

AFI501 02/20/2004

OMC: M. Zoellick estime que 2004 n'est pas forcément une année perdue

(Les négociations doivent porter en toute première priorité sur l'agriculture.) (520)

Par Wendy Lubetkin

Rédactrice du "Washington File"

Genève - Au terme d'un tour du monde visant la relance des négociations au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), M. Robert Zoellick, représentant des Etats-Unis pour le commerce extérieur, a déclaré avoir perçu "des signes encourageants que 2004 n'est pas forcément une année perdue".

Lors d'une conférence de presse donnée le 20 février à Genève, M. Zoellick a déclaré "avoir le sentiment qu'une ouverture s'amorce en vue de progrès en 2004", même si "cela ne sera pas facile".

Au cours des 12 derniers jours, M. Zoellick a été reçu par les représentants de plus de 30 membres de l'OMC au cours d'un périple qui a commencé en Extrême-Orient et l'a conduit en Asie du Sud, en Afrique et en Europe, dans le cadre de la série de négociations multilatérales connue sous le nom de "Programme de Doha pour le développement".

De Genève, M. Zoellick devait se rendre à Paris aux fins d'entretiens bilatéraux avec le commissaire de l'Union européenne Pascal Lamy, puis rencontrer au Costa-Rica des représentants de pays exportateurs de produits agricoles avant de regagner Washington.

"Tous ceux que j'ai vus paraissent souhaiter sincèrement aller de l'avant, ou à tout le moins ne pas freiner le processus", a-t-il dit. "J'ai noté une évolution consistant pour les pays à passer des desideratas à ce dont ils ont absolument besoin, et de la redite d'une position à la recherche de solutions."

Pour pouvoir avancer, les pays devront se mettre d'accord sur un cadre de réforme du commerce des produits agricoles et ils devront abandonner la plupart des questions dites de Singapour: la facilitation des échanges (grâce par exemple à la réforme du régime des douanes), la transparence dans les appels d'offres, la politique de la concurrence et les investissements.

"Tout d'abord, l'agriculture est absolument la clé de tout, et nous devons nous engager à éliminer les subventions aux exportations si nous voulons aboutir", a déclaré M. Zoellick.

La réforme agricole devra comprendre notamment une réduction substantielle et l'harmonisation des aides intérieures qui provoquent des distorsions dans les marchés, ainsi que l'accroissement de l'accès aux marchés, notamment entre les pays en développement eux-mêmes.

Sur les questions de Singapour, M. Zoellick a dit que les négociateurs devaient "simplement s'attaquer à la facilitation des échanges et laisser tomber le reste".

Toute persistance des manœuvres entourant ces questions "ne fera que soulever des problèmes pour les Africains et d'autres pays en développement et nous empêchera de focaliser nos efforts sur l'agriculture".

Comme on lui rappelait que les pays subsahariens réclamaient la fin des subventions sur le coton, secteur sensible pour les Etats-Unis, M. Zoellick a souligné de nouveau la nécessité de mettre fin aux subventions aux exportations agricoles.

"Les négociations au sein de l'OMC n'aboutiront pas si l'Europe n'élimine pas ses subventions aux exportations. C'est absolument incontournable."

Les pays en développement ne pourront ouvrir leurs marchés tant que les subventions n'auront pas été éliminées, a déclaré le haut responsable en conclusion.

(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI402 02/19/2004

En Afrique du Sud, M. Zoellick évoque la question des subventions agricoles.

(Il souligne la fermeté de l'engagement des E.-U. envers l'économie de marché.) (840)

Par Jim Fisher-Thompson

Rédacteur du "Washington File"

Washington - Le représentant des Etats-Unis pour le commerce extérieur, M. Robert Zoellick, qui est en train d'effectuer une tournée mondiale afin de prendre le pouls de l'opinion mondiale et d'essayer de régler les désaccords qui ont surgi l'année dernière lors de la réunion de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Cancun, a fait une brève escale en Afrique du Sud. (A Cancun, en effet, les pays en développement s'étaient fortement opposés au maintien des subventions agricoles par les pays développés.)

"L'agriculture a été et restera la clé de cette négociation, et nous allons devoir trouver les moyens d'éliminer les subventions à l'exportation", a déclaré M. Zoellick au Cap, où il s'est entretenu, le 17 février, avec le ministre sud-africain du commerce et de l'industrie, M. Alec Erwin. Les deux hommes ont ensuite participé à une conférence de presse, dont une transcription a été remise à l'ambassade des Etats-Unis à Pretoria.

Après cet entretien, M. Erwin a déclaré: "Un pays, les Etats-Unis, est notre principal partenaire commercial. Nous avons eu une excellente occasion de comprendre le point de vue des Etats-Unis sur divers dossiers. Cela a été une bonne réunion."

"Je pense qu'il est très important que M. Zoellick prenne, au nom des Etats-Unis, une initiative de ce type. Il est capital que les principales nations commerciales déterminent la direction de ces négociations. Sans cet engagement, il est impossible d'accomplir quoi que ce soit."

M. Zoellick, voyageur infatigable, a fait cette escale au Cap après s'être rendu à Tokyo, Pékin, Singapour, Islamabad et New Delhi. Il a l'intention de se rendre ensuite à Mombassa, où le ministre kényan du commerce et de l'industrie, M. Kituyi, a organisé une réunion des représentants de plusieurs pays d'Afrique subsaharienne. Y participeront également le commissaire au commerce de l'Union européenne, M. Pascal Lamy, et le secrétaire général de l'OMC, M. Supachai.

Après l'Afrique, a déclaré M. Zoellick, "je vais me rendre à Genève, au siège de l'OMC, afin de discuter avec plusieurs représentants. Ensuite, je ferai un bref arrêt à Paris pour m'entretenir avec le commissaire Lamy. Deux jours plus tard, je me rendrai au Costa Rica où se tient une réunion du Groupe de Cairns (organisation de pays exportateurs de produits agricoles), ce qui me donnera l'occasion de discuter avec des représentants de plusieurs pays d'Amérique latine."

"Je pense que les Etats-Unis et l'Afrique du Sud veulent orienter l'agriculture internationale vers des réformes plus approfondies. Nous avons toujours souligné que les Etats-Unis étaient prêts à éliminer les subventions à l'exportation, y compris certains crédits qui les sous-tendent, parce que de toute façon, ils ne recourent pas beaucoup à ces subventions. Elles sont plus monnaie courante en Europe. Nous avons eu certains types de crédits à l'exportation qui constituaient une subvention. Nous sommes prêts à opérer des coupes considérables au niveau de nos subventions si nous pouvons pousser l'Europe et le Japon à suivre notre exemple et si nous pouvons obtenir des marchés plus ouverts."

Et M. Erwin de renchérir: "L'Europe est sans doute la partie la plus difficile à convaincre sur le dossier de l'agriculture, avec le Japon et plusieurs autres pays."

Le ministre sud-africain a souligné que la question des subventions comportait deux volets. "Si vous libérez les marchés des pays en développement, vous ne pouvez pas les ouvrir à des exportations lourdement subventionnées. En Afrique du Sud, nous avons un système commercial agricole ouvert, mais nous avons souvent des problèmes assez graves lorsque des produits d'exportation subventionnés inondent notre marché. Il est donc évident qu'il est impossible de faire plus en matière de libéralisation du marché s'il n'y a pas en contrepartie une réduction proportionnelle de ces subventions."

M. Zoellick a déclaré qu'en plus d'amener le Japon et l'Europe à mettre fin à leurs subventions agricoles, les Etats-Unis souhaitent obtenir un accès plus facile aux marchés des principaux pays en développement. "De ce point de vue, je tiens à féliciter l'Afrique du Sud, parce qu'elle a été l'un des chefs de file du monde en développement dans le domaine de la libéralisation commerciale, et que l'agriculture sud-africaine en a profité. Cela constitue donc un modèle à suivre."

Evoquant la difficulté de la tâche à accomplir, M. Zoellick a ajouté: "(...) il faut amener 148 économies à s'accorder. Et je pense si nous nous acharnons à montrer certains pays du doigt, nous échouons. En fait, nombre de nos points de vue s'accordent sur de nombreux dossiers, mais il y a des sensibilités politiques, et la difficulté consiste à en tenir compte tout en progressant sur la voie de la libéralisation. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles j'ai essayé, durant cette tournée, de me rendre dans de nombreux pays, afin de mieux placer les choses dans leur contexte."

(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI502 02/20/2004

A l'ONU, les E.-U. veulent promouvoir les principes de la liberté économique

(Résumé des propos d'une responsable du département d'Etat des Etats-Unis) (570)

Les Etats-Unis ont besoin d'une nouvelle stratégie aux Nations unies afin de promouvoir le principe selon lequel la liberté économique est la condition préalable de la croissance, a déclaré Mme Kim Holmes, secrétaire d'Etat adjointe aux organisations internationales.

Lors d'une allocution prononcée, le 17 juin, à la Heritage Foundation, un organisme de recherche qui publie chaque année l'"Index de la liberté économique", Mme Holmes a affirmé que le gouvernement Bush avait l'intention de développer cette stratégie en engageant des discussions avec les partenaires commerciaux des Etats-Unis qui ont déjà adopté le libre-échange, avec les pays qui conçoivent la liberté économique comme moyen de développement, et avec ceux qui remplissent les conditions requises pour bénéficier du Compte du millénaire, le nouveau programme américain de développement conçu de façon à récompenser les pays qui adoptent des réformes en vue de la bonne gestion de leurs affaires publiques, de la liberté économique et de la cohésion sociale.

Selon Mme Holmes, les partenariats établis entre ces divers groupes pourraient offrir aux pays développés et en développement de nouvelles possibilités de promouvoir la liberté économique plus efficacement au sein du système des Nations unies.

Elle a précisé qu'une nouvelle stratégie était nécessaire parce que certains membres des Nations unies, tout particulièrement au sein

de l'Assemblée générale, avaient pris une certaine distance par rapport à l'adage selon lequel la liberté est essentielle à la croissance économique et les pays en développement sont largement responsables de leur propre croissance.

Mme Holmes a cité à titre d'exemple plusieurs organes et membres de l'ONU qui ont réclamé plus de fonds pour l'aide, le contrôle des prix, l'imposition d'un impôt international pour financer le développement, ainsi que la mise en oeuvre de nouveaux mécanismes pour annuler la dette des pays en développement.

Selon elle, ces propositions vont à l'encontre de l'esprit de la conférence internationale de 2002 sur le développement qui a débouché sur une formule permettant de sortir les sociétés de la pauvreté et de stimuler la croissance économique par le biais de la bonne gouvernance, de la libéralisation commerciale et de la liberté économique.

"L'ONU ressemble parfois plus à un podium pour débats dépassés sur le transfert des richesses qu'à un forum de discussions constructives sur les politiques économiques susceptibles de stimuler la croissance."

Mme Holmes a imputé cette tendance aux pays non démocratiques qui s'opposent aux idées rationnelles relatives au développement économique et aux réformes de l'ONU, et à un certain parti pris pour une stratégie de développement fondée sur l'aide.

Elle a précisé que réorienter les programmes de développement de l'ONU vers les principes de l'économie de marché serait difficile, parce que la majorité des membres de l'ONU bénéficiaient de l'aide et étaient organisés en blocs "extrêmement disciplinés" lors des votes. Elle a ajouté que certains pays européens, qui pratiquaient chez eux la liberté économique et en récoltaient les fruits, s'évertuaient à promouvoir à l'ONU l'augmentation de l'aide à l'étranger comme clé du développement.

Mme Holmes a ensuite fait l'éloge du secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, pour avoir établi une commission sur le développement du secteur privé.

Mais elle a ajouté qu'à l'ONU, l'atmosphère n'était pas propice aux démarches favorisant la libre-entreprise du fait d'une antipathie "tangente" envers le secteur privé.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI403 02/19/2004

Nouveau site web sur la réglementation en matière de biotechnologie

(Il contient une banque de données sur les OGM.) (510)

Dans un communiqué publié le 17 février, le département d'Etat annonce la création d'un nouveau site d'Internet sur lequel on peut trouver des informations sur la façon dont le gouvernement des Etats-Unis réglemente et surveille les produits agricoles découlant de la biotechnologie.

Ce site, dont l'adresse est <http://biotechreg.nbio.gov>, a été mis au point grâce à une collaboration entre le ministère américain de l'agriculture (USDA), l'administration des produits alimentaires et pharmaceutiques (FDA), l'agence de protection de l'environnement

(EPA), le département d'Etat et le service fédéral d'études géologiques (U.S. Geological Survey).

La pièce maîtresse du site est une banque de données où l'on peut effectuer des recherches sur les végétaux génétiquement modifiés, destinés à la consommation humaine et animale, pour lesquels toutes les études préconisées en ce qui concerne leur innocuité ont été faites.

On trouvera ci-après le texte du communiqué du département d'Etat.

Département d'Etat des Etats-Unis

Bureau du porte-parole

17 février 2004

Communiqué de presse

Site web et banque de données concernant les conclusions des évaluations par les autorités réglementaires des produits issus de la biotechnologie

Le 13 février 2004, le gouvernement des Etats-Unis a inauguré un site web où l'on peut trouver diverses informations relatives aux mesures en vigueur en matière de surveillance des produits issus de la biotechnologie ainsi qu'une banque de données sur les conclusions des évaluations par les autorités réglementaires de ces produits.

Le département d'Etat, le ministère de l'agriculture, l'agence de protection de l'environnement (EPA), l'administration américaine des produits alimentaires et pharmaceutiques (FDA) et le service fédéral d'études géologiques (U.S. Geological Survey) ont participé à la mise au point de ce site web et à la constitution de la banque de données.

La pièce maîtresse de ce nouveau site web est cette banque de données qui permet de faire des recherches sur les plantes de cultures génétiquement modifiées destinées à l'alimentation de l'homme ou du bétail pour lesquelles toutes les évaluations préconisées avant qu'elles ne puissent être utilisées aux Etats-Unis ont été faites.

En suivant les liens Internet indiqués sur le site, les internautes du monde entier pourront trouver des informations concernant le mécanisme mis en oeuvre aux Etats-Unis dans la surveillance des produits issus de la biotechnologie, notamment à propos du rôle des organes régulateurs et des lois, règlements et procédures applicables à ces produits, ainsi que des données publiées par les organes régulateurs en ce qui concerne l'évaluation de chacun de ces produits.

La création de ce site web entre dans le cadre des efforts mis en oeuvre par le gouvernement des Etats-Unis afin de partager avec le public les informations dont il dispose à propos des produits découlant de l'usage de la biotechnologie dans l'agriculture et aussi de promouvoir la transparence dans le processus d'évaluation que les végétaux génétiquement modifiés subissent avant d'être vendus ou utilisés aux Etats-Unis.

L'adresse Internet de ce site est la suivante:
<http://usbiotechref.nbi.gov>

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI301 02/18/2004

La Fondation Gates appuie la recherche d'un vaccin contre la tuberculose

(Elle donne près de 83 millions de dollars à la lutte contre cette maladie pulmonaire en recrudescence.) (270)

Dans un communiqué publié le 12 février, la Fondation Bill et Melinda Gates annonce qu'elle a fait don de près de 83 millions de dollars pour appuyer la recherche d'un nouveau vaccin contre la tuberculose, une maladie très infectieuse qui attaque 8 millions de personnes chaque année et en tue 2 millions.

Ce don qui a été fait à la Fondation Aeras pour la recherche d'un vaccin contre la tuberculose (Aeras Global TB Vaccine Foundation) plus que doublera les fonds actuellement consacrés chaque année à la recherche d'un vaccin contre la tuberculose. Le vaccin utilisé

à l'heure actuelle à cet effet a été mis au point il y a près d'un siècle et est administré à de nombreux nouveau-nés, mais la réapparition de la maladie depuis quelques dizaines d'années indique que le vaccin ne confère qu'une protection limitée contre cette maladie bactérienne. Aeras continuera la recherche en ce qui concerne des vaccins prometteurs en cours de mise au point dans l'espoir d'avoir un vaccin plus efficace contre la tuberculose d'ici dix ans.

La tuberculose est l'affection qui tue le plus de malades atteints du sida. Son traitement comprend l'administration de médicaments pendant six mois. Nombreux sont les malades qui ne sont pas en mesure de suivre ce long traitement jusqu'au bout et, en conséquence, ne sont pas vraiment soignés et demeurent contagieux. D'autres porteurs du bacille de la tuberculose ne manifestent jamais les symptômes de la maladie, mais ils peuvent néanmoins infecter d'autres personnes.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI302 02/18/2004

L'aide du ministère américain de la défense à la lutte contre le sida

(Le Pentagone aide des armées africaines à concevoir des programmes de prévention) (650)

Par Bruce Greenberg

Rédacteur du "Washington File"

Washington - Le VIH/sida est déjà une calamité internationale sur les plans social et politique. Mais comme les armées de beaucoup de pays sont touchées, cette pandémie est également en train de devenir une menace pour la sécurité de nombreux Etats. C'est ce qu'a affirmé M. Richard Shaffer, directeur du programme de prévention du sida du ministère de la défense des Etats-Unis, lors d'un débat organisé par le Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS) sur le thème de l'impact du sida sur les armées du monde et sur les missions de maintien de la paix.

C'est pour cette raison, a-t-il expliqué, que la lutte contre la propagation du sida au sein des armées est un objectif clé de la coopération croissante du ministère américain de la défense avec d'autres pays.

"Nous pensons qu'en aidant des armées étrangères à mettre en oeuvre ou à améliorer leurs programmes de prévention du sida, l'armée des Etats-Unis peut contribuer à la lutte contre la pandémie et, en même temps, renforcer la sécurité internationale."

Ce programme du ministère de la défense, qui entre dans sa quatrième année, a reçu 35 millions de dollars du Congrès, a précisé M. Shaffer.

"Notre mission est simple: réduire l'incidence du sida au sein des armées, en commençant par les pays de l'Afrique subsaharienne. Durant l'année budgétaire 2004, nous étendrons notre programme à d'autres pays en les aidant à concevoir et à mettre en oeuvre des campagnes de prévention."

Il a toutefois précisé qu'il ne s'agissait pas d'appliquer un programme de l'armée des Etats-Unis à d'autres pays, mais, dans la mesure du possible, de les aider à renforcer leurs propres programmes de prévention.

Selon lui, les Etats-Unis peuvent apporter des capacités de communication et de coordination pour orchestrer des campagnes dans les médias: "Ils peuvent revoir les programmes de dépistage. Ils peuvent former des entraîneurs. Il y a aussi des questions de politique générale. Que faisons-nous de nos soldats séropositifs? Ce sont là des questions d'intérêt pour d'autres armées, et nous pouvons les aider à développer leur politique dans ces domaines."

M. Shaffer a tenu à souligner que l'armée des Etats-Unis ne fournissait pas de thérapie antirétrovirale dans le cadre de ce programme.

Décrivant la mise en oeuvre du programme, M. Shaffer a expliqué que le ministère de la défense contactait les armées qui avaient mis en place un programme de prévention afin de leur demander si elles avaient besoin d'aide. Lorsque c'est le cas, "elles doivent nous montrer leur plan et décrire leurs objectifs, en fonction desquels nous voyons ce que nous pouvons faire".

Il a précisé que dans un proche avenir le programme s'étendrait à d'autres régions, mais a affirmé: "Nos partenaires africains ont la priorité. Nous aidons à l'heure actuelle 27 armées africaines en leur fournissant du matériel de dépistage et en les aidant à organiser un programme général de prévention du VIH."

"Le dépistage, a-t-il ajouté, est l'une des clés de la prévention (...) parce que les individus doivent savoir s'ils sont séropositifs ou non."

"Nous souhaitons que les autres armées reconnaissent qu'il ne s'agit pas seulement d'une question militaire ou médicale. Chacun, qu'il soit militaire ou civil, doit se préoccuper du sida, et c'est ce vers quoi nous tendons."

Selon lui, ce programme a déjà eu des effets positifs, puisqu'il a notamment permis d'aider à installer des centres de dépistage et de conseil, de diffuser des informations par le biais des médias et d'Internet, de créer une infrastructure de laboratoires, et d'amener d'autres organisations à réaliser que les problèmes militaires relatifs à la santé et à la prévention des maladies sont les mêmes que ceux qui affectent les populations civiles.

(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI202 02/17/2004

CAPPS II renforcera la sécurité aérienne grâce à un nouveau système de fichage

(Texte du résumé analytique du ministère américain de la sécurité intérieure) (910)

Le ministère de la sécurité intérieure affirme que son nouveau système de fichage des passagers, connu sous le nom de CAPPSII, renforcera la sécurité dans les transports aériens puisque les passagers ayant un lien quelconque avec le terrorisme seront stoppés avant même de pouvoir enregistrer leurs bagages sur un vol. Nous donnons ci-dessous le texte du résumé analytique que le ministère de la sécurité intérieure a publié afin d'expliquer les mécanismes et les objectifs de CAPPS II.

(Début de la fiche analytique)

Ministère de la sécurité intérieure

Résumé analytique: CAPPS II en bref

Le 12 février 2004

Qu'est-ce que CAPPS II?

CAPPS II (Computer Assisted Prescreening System) est un système limité et automatisé de contrôle préalable des passagers autorisé par le Congrès dans la foulée des attaques du 11 septembre 2001. Conçu dans le plus grand souci du respect de la vie privée des passagers, il actualise les mécanismes utilisés par les compagnies aériennes. Il permettra de vérifier l'identité des passagers et d'exécuter des évaluations de risques afin de détecter les individus susceptibles de présenter un risque terroriste ou recherchés pour crimes violents.

CAPPS II deviendra un élément clé des multiples moyens mis en oeuvre par la TSA (Administration de la sécurité des transports) pour assurer la sécurité, qui sont notamment l'inspection

méthodique des bagages et des passagers par du personnel ayant reçu une formation très poussée, le renforcement de la porte de la cabine de pilotage dans tous les avions et le déploiement de milliers de policiers armés à bord d'un nombre record de vols.

Dans le cadre du CAPPS II, les compagnies aériennes poseront un peu plus de questions aux passagers au moment de la réservation des billets. Elles leur demanderont notamment leur nom, date de naissance, adresse et numéro de téléphone. Avec ces informations supplémentaires, le système pourra rapidement vérifier l'identité du passager et mener une évaluation du risque qu'il représente grâce à des données commerciales et aux informations émanant des services de renseignement. Cette évaluation aboutira à la recommandation de l'un des niveaux suivants de filtrage: risque nul, risque inconnu ou sensiblement élevé, et risque élevé. Les fonctionnaires n'auront pas accès aux données commerciales, et les informations émanant des services de renseignement seront protégées par le gouvernement. L'ensemble de la procédure devrait prendre seulement cinq secondes.

Une fois que le niveau de risque que représente le passager aura été enregistré dans le système, un message codé sera imprimé sur sa carte d'embarquement. A l'avenir, cette information sera transmise directement aux postes de contrôle de la sécurité.

Dans les rares cas où un passager ayant des liens avec le terrorisme ou recherché pour crime violent sera repéré, les forces de l'ordre appropriées en seront avisées. Un pourcentage minime des passagers devra se soumettre à des fouilles supplémentaires au passage de la sécurité. La vaste majorité des voyageurs suivront les procédures normales.

En vertu d'un contrat passé à la suite d'un appel d'offres, Lockheed Martin Management et Data Systems (Lockheed) aideront la TSA à mettre au point le système d'évaluation et de fichage des passagers. Lockheed concevra, mettra au point, installera et gèrera pour la TSA un système d'évaluation des risques qui donnera à la TSA la souplesse dont elle a besoin pour atteindre les objectifs imposés par la Loi sur la sécurité de l'aviation et des transports.

Comment CAPPS II renforcera-t-il la sécurité du territoire?

Un élément crucial de l'approche en plusieurs volets qu'a adoptée la TSA en matière de sécurité est de s'assurer que les voyageurs dont on sait qu'ils menacent la sécurité, ou qu'on soupçonne de constituer un danger, soient stoppés avant même de pouvoir enregistrer leurs bagages. CAPPS II est partie intégrante de cette approche. Il fournit notamment:

- Un meilleur système de prévention - Grâce à CAPPS II, les résultats du fichage seront plus fiables que ceux qui résultent des méthodes actuellement utilisées par les compagnies aériennes. CAPPS II permettra d'établir l'identité du passager et d'évaluer le risque qu'il représente. Il sera également mis à jour au gré des renseignements reçus et de l'ajustement du niveau de la menace terroriste.

- Moins d'attente aux contrôles de sécurité - En réduisant le nombre de personnes ayant besoin d'une inspection plus poussée, CAPPS II accélérera les procédures de sécurité pour la vaste majorité des voyageurs.

- Concentration des ressources - CAPPS II permettra au ministère de la sécurité intérieure de concentrer les ressources réservées au filtrage des passagers et, parce que les risques posés par certains passagers seront mieux évalués, de placer plus judicieusement les policiers à bord des avions.

Quand CAPPS II entrera-t-il en vigueur?

CAPPS II sera mis en oeuvre dès que tous les essais auront été effectués et que les normes imposées par le Congrès auront été respectées.

Quel impact CAPPS II aura-t-il sur le voyageur?

La plupart des passagers remarqueront peu de changement à l'enregistrement. En fait, nombre d'entre eux constateront une amélioration. Par exemple, certains passagers qui sont soumis à la fouille aujourd'hui parce qu'ils ont été sélectionnés par le système CAPPS I, désormais obsolète, ne le seront plus dans le cadre de CAPPS II, qui est un système beaucoup plus sophistiqué. CAPPS II renforcera la sécurité aérienne parce que les décisions de fichage cadreront mieux avec les informations émanant des services du renseignement et le niveau de la menace terroriste.

(Fin de la fiche analytique)

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI401 02/19/2004

Le nouveau programme d'admission temporaire des travailleurs étrangers

(Document des Services fédéraux de l'immigration et de la naturalisation (USCIS) (680))

Dans un communiqué publié le 12 février, les Services fédéraux de l'immigration et de la naturalisation (USCIS) présentent les points principaux de la déposition faite par leur directeur, M. Eduardo Aguirre, devant la sous-commission sur l'immigration, la sécurité des frontières et la naturalisation au sein de la commission judiciaire du Sénat, à propos de la proposition du président Bush de créer un programme d'admission temporaire des travailleurs étrangers. En vertu de ce programme, 8 millions de travailleurs sans-papiers se trouvant déjà sur le territoire des Etats-Unis pourraient travailler en toute légalité pendant une période de temps déterminée et ensuite retourner dans leur pays d'origine.

On peut trouver les textes complets (en anglais) des dépositions des divers témoins ayant participé à la séance à l'adresse Internet suivante: <http://judiciary.senate.gov/hearing.cfm?id=1034>

On trouvera ci-après le texte du communiqué de l'USCIS.

Ministère américain de la sécurité intérieure

Services fédéraux de l'immigration et de la naturalisation

12 février 2004

Communiqué de presse

Déposition du directeur des Services fédéraux de l'immigration et de la naturalisation, M. Eduardo Aguirre, concernant le nouveau programme d'admission temporaire des travailleurs proposé par le président Bush

Washington - Le directeur des Services fédéraux de l'immigration et de la naturalisation (USCIS), M. Eduardo Aguirre, a fait une déposition aujourd'hui devant les membres de la sous-commission sur l'immigration, la sécurité des frontières et la naturalisation au sein de la commission judiciaire du Sénat. M. Aguirre, auquel s'est joint le ministre adjoint du travail, M. Steven Lay, et le vice-ministre de la sécurité intérieure chargé de la sécurité des frontières et des transports, M. Asa Hutchinson, a mentionné cinq points visant à expliquer la récente proposition du président Bush concernant un nouveau programme d'admission temporaire des travailleurs étrangers.

"Le 7 janvier, le président Bush s'est attaqué avec courage à un système inefficace et que l'on a ignoré pendant trop longtemps. Il s'agit d'une toute nouvelle catégorie d'immigration, d'une immigration qui faciliterait la croissance économique, renforcerait la sécurité nationale et encouragerait la compassion", a expliqué M. Aguirre.

Plutôt que de leur proposer une amnistie, qui lie l'immigration illicite à l'immigration légale en facilitant l'obtention d'une carte

d'immigrant légitime, le président propose aux quelque huit millions de sans-papiers qui se trouvent déjà sur le territoire des Etats-Unis une possibilité unique et réglementée de légaliser leur statut pour une période de temps déterminée avant de devoir rentrer dans leur pays.

Lors de sa déposition, M. Aguirre a fait ressortir cinq points en appui à la proposition du président Bush:

- le respect des règles sera primordial;
- l'intérêt des travailleurs américains passera en premier;
- il sera nécessaire d'offrir des incitations à l'enregistrement des immigrés sans-papiers et à leur retour dans leur pays d'origine;
- le programme devra être équitable et ne pas porter préjudice aux immigrés légaux;
- le programme devra être simple et y participer facile; il devra pouvoir être facilement administré.

Certaines spécificités pourraient y être attachées:

- payer une redevance uniquement lors de l'enregistrement, qui serait indépendante des frais liés à la constitution du dossier;
- pouvoir utiliser l'internet pour s'inscrire en tant que candidat au programme;
- lier ce programme aux besoins existants en matière de main-d'oeuvre, privilégiant les emplois pour lesquels on ne peut trouver aucun travailleur américain;
- appliquer une date rétroactive, exigeant la preuve de l'emploi;
- obliger le travailleur étranger à passer une période de temps déterminée dans son pays d'origine avant de pouvoir participer à nouveau au programme;
- pouvoir mettre fin au statut de travailleur temporaire ou refuser sa participation au programme lorsqu'un travailleur n'assume pas ses responsabilités ou lorsque l'intérêt de la sûreté nationale ou la sécurité du public sont en jeu.

La déposition de M. Aguirre est affichée sur le site Internet suivant: www.uscis.gov.

Pour plus d'informations (en anglais) concernant la proposition du président Bush en matière de réforme de l'immigration, veuillez consulter le site de la Maison-Blanche à: www.whitehouse.gov

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)